JUSTEL - Législation consolidée

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/arrete/2021/03/18/2021030874/justel>

Dossier numéro : 2021-03-18/31

Titre

18 MARS 2021. - Arrêté royal relatif à la création du Conseil consultatif de la Sécurité privée

Source : INTERIEUR

Publication : Moniteur belge du 07-05-2021 page : 46934

Entrée en vigueur : 17-05-2021

Table des matières

Art. 1-13

Texte

Article [1er](#). Le Conseil consultatif de la Sécurité privée, ci-après dénommé Conseil consultatif, est institué au sein du SPF Intérieur, Direction générale Sécurité et Prévention.

[Art. 2](#). Le Conseil consultatif peut, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de l'Intérieur:

1° conseiller le ministre de l'Intérieur sur la politique relative aux matières relevant du champ d'application de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière et relative aux matières qui ont des répercussions sur les domaines d'activités, les compétences et les obligations des acteurs de la sécurité privée, tels que prévus par la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière ;

2° proposer au ministre de l'Intérieur des initiatives en vue de la réalisation d'études et d'analyses relatives aux matières visées au 1° ;

3° proposer des points pour l'ordre du jour aux commissions et groupes de consultation créés et leur demander des avis.

[Art. 3](#). Le Conseil consultatif comporte 14 membres effectifs et il se compose comme suit :

1° le Directeur général de la Direction générale Sécurité et Prévention ou son délégué, qui assure la présidence;

2° le Directeur de la Direction Sécurité privée de la Direction générale Sécurité et Prévention ou son délégué;

3° un représentant du Collège des Procureurs généraux;

4° un représentant de l'Autorité de protection des données;

5° un représentant des associations professionnelles d'entreprises de gardiennage;

6° un représentant des associations professionnelles de services internes de gardiennage et de sécurité;

7° un représentant des associations professionnelles d'entreprises de systèmes d'alarme;

8° un représentant des associations professionnelles d'entreprises de systèmes caméras;

9° un représentant des associations professionnelles d'entreprises de consultance en sécurité;

10° le président de la commission paritaire 317 pour les services de gardiennage et/ou de surveillance ou son délégué;

11° un représentant de la police fédérale;

12° un représentant de la Commission Permanente de la Police Locale ;

13° un représentant du Conseil des Bourgmestres ;

14° un représentant des gouverneurs.

[Art. 4](#). Le représentant effectif et son suppléant sont proposés par l'instance qu'ils représentent.

[Art. 5](#). Les mandats des représentants et de leurs suppléants au sein du Conseil consultatif sont ratifiés par le